

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Boulevard George Sand  
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 02/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LAVAUX**

La Ballastière  
37700 Saint-Pierre-Des-Corps

Références : -  
Code AIOT : 0010002919

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement LAVAUX implanté Le Bois du Prieuré 36320 Villedieu-sur-Indre. L'inspection a été annoncée le 03/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAVAUX
- Le Bois du Prieuré 36320 Villedieu-sur-Indre
- Code AIOT : 0010002919
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAVAUX exploite les calcaires du secteur "Bois du Prieuré" sur la commune de Villedieu sur Indre (36) depuis 1998. La société LIGERIENNE GRANULATS a acquis la société LAVAUX en juillet 2014. Les matériaux extraits et produits par la société LAVAUX sur la carrière du Bois du Prieuré sont des granulats (calcaire de Levroux) permettant l'approvisionnement :

- du secteur local et les chantiers de BTP de la région Centre-Val de Loire
- des régions limitrophes (départements de la Nièvre et de l'Allier) pour la fourniture de matériaux pour l'amendement agricole des sols.

L'entreprise LAVAUX est autorisée par arrêté préfectoral du 11 juillet 2022 pour une durée de 21 ans et un volume d'extraction maximal de 400 000 tonnes/an.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.6.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.2.1	/	Sans objet
4	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.5	/	Sans objet
5	Implantation et protection de l'ouvrage de forage	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4.1.3.2.1	/	Sans objet
6	Implantation et protection de l'ouvrage de forage	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4.1.3.2.1	/	Sans objet
8	VLE des eaux polluées dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4.4.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 7.4.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conduite de l'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles par organismes extérieurs
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/03/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues.</p> <p>Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les appareils de pesage ;</li> <li>• les installations électriques.</li> </ul> <p>Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Document consulté (reçu par courrier du 14/03/2025) :</p> <p>- Rapport de vérification des appareils de levage, daté du 03/02/2025.</p> <p>Le rapport de vérification des appareils de levage conclu à la levée de deux des trois réserves relevées dans le rapport précédent, datant du 17/06/2024.</p> <p>La réserve non levée concerne l'identification de la manille lyre 500 kg. Cette dernière n'a pas été présentée car elle a été remplacée par une manille droite CMU 2T type : PC22. La réserve concernant la manille lyre 500 kg n'a donc plus lieu d'être.</p> <p><b>Constat : Pas d'écart constaté.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Programme d'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse de transmission des résultats de l'auto-surveillance
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/03/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a consulté l'application GIDAF, les résultats d'autosurveillance des émissions ont bien été renseignées pour 2025.</p> <p><b>Constat : Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Suivi environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Un suivi écologique est réalisé tous les 2 ans à partir de 2024 après le début de l'exploitation afin de caractériser l'évolution des cortèges faunistiques et floristiques sur le site d'étude, avec pour cibles principales l'observation du maintien des espèces à plus fort enjeu de la faune et de la flore sur le secteur comme notamment la Bacchante, le Crapaud calamite et les espèces végétales protégées. Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que le suivi environnemental a été lancé en 2024, il présente la proposition de travail et un devis réalisé en novembre 2024. Le devis indique que des missions ont été réalisés en mai et en juin 2025.</p> <p><b>Constat : pas d'écart constaté.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Conduite de l'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 2.1.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conduite de l'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le fond de fouille de la carrière a pour cote minimale 133,2m NGF au droit de l'extension [...]  [...] L'exploitation s'effectue par gradins. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 mètres par rapport au terrain naturel. L'extraction est réalisée par gradins de hauteur maximale 5 m séparés par des banquettes de largeur minimale de 5 m. [...]
<b>Constats :</b>  Document consulté (reçu par courrier du 12/03/2025) : - Plan annuel d'extraction, mis à jour le 16/12/2024  L'inspection a relevé une côte de fond de fouille à 133,25m NGF au minima. L'inspection constate sur le terrain que l'exploitation se fait par gradins n'excédant pas les 15 mètres de hauteur par rapport au terrain naturel. L'exploitation est réalisée par gradins de hauteur maximale de 5 mètres et séparés par des banquettes de 5 mètres au minima.  <b>Constat : Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Implantation et protection de l'ouvrage de forage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4.1.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation et protection de l'ouvrage de forage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ouvrage est implanté de 35 mètres au moins d'une source de pollution potentielle [...] La tête de puits est protégée de la circulation sur le site. Elle est munie d'un capot de fermeture hermétique et doit dépasser du sol d'au moins 50 cm. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.[...]
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a contrôlé par sondage un ouvrage de forage. Le piézomètre n°4 est sécurisé, isolé des sources de pollutions éventuelles, la tête de puits est fermée hermétiquement et est protégée de la circulation. Elle dépasse de plus de 50 cm du sol.  <b>Constat : Pas d'écart constaté.</b>

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : Implantation et protection de l'ouvrage de forage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4.1.3.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Implantation et protection de l'ouvrage de forage

**Prescription contrôlée :**

[...] Les conditions de réalisation et d'équipement de l'ouvrage doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

La canalisation de pompage de l'eau est munie d'un dispositif anti retour et d'un compteur permettant de connaître la consommation d'eau. La quantité prélevée est relevée tous les six mois et notée sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant tient à jour un registre dans lequel il consigne chaque utilisation d'eau lors d'un lavage d'engin, de roues ou de camions. Il note à chaque fois les dates de début et de fin d'utilisation de l'eau, la quantité d'eau consommée, l'index du compteur d'eau et le statut. La société Lavaux adapte sa consommation au vu des suivis des niveaux d'alerte sécheresse émanant de la préfecture de l'Indre. Les niveaux de vigilance sont les suivants : vigilance, alerte renforcée, crise.

**Constat :** Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 7 : Entretien et conduite des installations de traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement

**Prescription contrôlée :**

[...] Le dispositif de traitement est entretenu et vidange a minima une fois par an. Les documents permettant d'attester de la réalisation de cet entretien sont conservés par l'exploitant.

L'aire étanche associée au dispositif de traitement est dimensionnée et conçue de manière à collecter tous les effluents en un point bas. Le rejet de ces effluents s'effectue impérativement après passage par le dispositif de traitement (décanteur/déshuileur).

**Constats :**

Le traitement des eaux avant rejet dans le milieu se fait par décanteur-déshuileur. La dernière vidange réalisée date du 25 mars 2022 (vu la facture de pompage effectuée par la société Les Vidanges Blancoises). Le technicien en charge de l'entretien du décanteur-déshuileur indique que depuis cette date aucune vidange n'a été nécessaire : les décanteurs sont équipés de sondes de niveau avec alerte visuelle, le voyant reste vert lorsque l'équipement est rempli d'eau, et passe au rouge si le niveau d'hydrocarbure dépasse le seuil autorisé, indiquant ainsi la nécessité d'un pompage. Par précaution, une nouvelle vidange a été commandée pour l'année 2025. Elle devrait être réalisée au plus tard le 14 juillet 2025.

<p>L'aire étanche se trouve en un point bas permettant de collecter les effluents et de les envoyer vers le décanteur-déshuileur.</p> <p><b>Constat : La fréquence d'entretien du décanteur-déshuileur n'est pas respectée.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 8 : VLE des eaux polluées dans le milieu naturel**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE des eaux polluées dans le milieu naturel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies. L'exploitant réalise un contrôle de ces rejets annuellement.</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : les eaux issues de l'aire étanche.</p> <p>Tableau non reproduit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente les deux derniers rapports d'analyse des eaux résiduaires au niveau de l'aire étanche ainsi qu'au niveau des déshuileurs et lave-roues. Ces rapports datent respectivement pour l'aire étanche du 15/11/2023 et du 23/06/2025, et pour les déshuileurs et lave-roues du 15/11/2023 et du 21/06/2025.</p> <p>Sur les derniers rapports d'analyse, aucun dépassement des valeurs limites d'émissions n'est identifié.</p> <p><b>Constat : Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Installations électriques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 7.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois</p>



par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats :**

Document consulté :

- rapport Q18 datant du 29/04/2025

Le rapport Q18 ne fait pas apparaître de non-conformité et conclue qu'il n'y a pas de risque d'incendie ou d'explosion.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite